

# Les Cartes mentales de la Corpo



Chers étudiants, ça y est, le semestre touche à sa fin. Mais pour bien profiter de l'été et éviter les rattrapages, la case des partiels semble inévitable !

Depuis maintenant 90 ans la Corpo Assas accompagne les étudiants dans tous les domaines de la vie universitaire, et pour cette année on vous propose des cartes mentales. Ces fiches sont écrites par nos membres dans le but de favoriser l'entraide étudiante ainsi que de vous aider dans l'apprentissage de certaines notions clés d'une matière.

Effectivement, ces fiches sont là pour vous orienter, elles sont faites par des étudiants et ne sont en aucun cas un substitut à ce qui a été enseigné en TD ou en cours.

Si jamais il vous venait des questions, n'hésitez pas à nous envoyer un message sur la page Facebook Corpo Assas ou à contacter *Angèle Thiollier* ou *Lina Cherkaoui*.

### **Comment valider votre année ?**

Pour les L1 :

Il faut tout d'abord rappeler que toutes vos notes se compensent. Pour valider de la manière la plus simple votre année, il vous faut valider votre bloc de matières fondamentales mais aussi votre bloc de matières complémentaires. Cependant, le calcul peut s'avérer plus complexe...

Chaque fin de semestre est marquée par des examens qui constituent l'épine dorsale de la validation de votre année. Bon nombre d'autres possibilités vous sont proposées pour engranger un maximum de points et limiter ainsi l'impact de vos partiels. Chacun de vos chargés de TD va vous attribuer une note sur 20 à l'issue du semestre. Vos TD de matières fondamentales comptent donc autant que l'examen écrit, lui aussi noté sur 20. Cet examen s'effectue en 3h et nécessite un exercice de rédaction. Sur un semestre, une matière fondamentale peut donc vous rapporter

jusqu'à 40 points. Seuls 20 points sont nécessaires à la validation de la matière. Pour valider votre bloc de fondamentales, il vous faut donc obtenir 40 points en additionnant vos notes de TD et vos notes aux partiels. Si toutefois vous n'obtenez pas ces 40 points, vous repasserez en juillet, lors de la session de rattrapage, la ou les matières que vous n'auriez pas validée(s).

**Attention** : le passage par juillet annule votre note de TD obtenue dans la matière.

Pour les L2 :

Le principe est similaire, à la différence qu'il y a plus de matières fondamentales et plus de matières complémentaires.

Conclusion simple : travailler toutes les matières un minimum en mettant l'accent sur les TD et les matières fondamentales (les plus gros coefficients) vous permettra de maximiser vos chances de valider votre année du premier coup et ainsi éviter l'écueil des rattrapages de juillet.

Si, au sein même des unités d'enseignement, les matières se compensent, les blocs peuvent aussi se compenser entre eux à la fin de l'année. Ainsi, si vous obtenez une moyenne générale sur l'année de 10/20, votre passage est assuré.

En cas d'échec lors des sessions de janvier et de mai, une seconde chance vous est offerte en juillet.

**Attention**, contrairement aux idées reçues, les rattrapages ne sont pas plus faciles, ils sont connus pour être notés plus sévèrement. Toutes les matières des blocs non validés où vous n'avez pas eu la moyenne sont à repasser. S'il s'agit d'une matière à TD, la note de TD est annulée (même si vous avez été défaillant), de sorte que la note obtenue en juillet compte double (8/20 revient à 16/40). Les points d'avance acquis lors de l'année (points au-dessus de la moyenne lors de la validation d'un bloc)

sont valables après les rattrapages et permettent donc la compensation finale comme décrite précédemment.

À noter que le jury peut vous accorder quelques points pour l'obtention de votre année, notamment dans le cas d'un étudiant sérieux en TD... À bon entendeur !

Pour les L1, le passage en deuxième année peut aussi se faire en conditionnel, pour cela il vous faut valider les deux unités d'enseignement fondamental et une unité d'enseignement complémentaire tout en sachant que l'autre unité complémentaire sera à repasser en L2.

## **AVERTISSEMENT**

Il est important de rappeler que les Professeurs et Maîtres de conférence ne sauraient être tenus responsables d'une erreur ou d'une omission au sein des fiches de cours proposées, puisque ces dernières sont comme dit précédemment, réalisées, relues, et mises en page par des étudiants appartenant à la Corpo Paris Assas.

## **REMERCIEMENTS**

La Corpo Paris Assas souhaiterait remercier sincèrement l'intégralité des professeurs ayant permis et autorisé la diffusion de ces fiches de cours et d'avoir ainsi offert aux étudiants une aide précieuse à la réussite de leurs examens.

La possession :  
Fait matériel **protégé juridiquement** (interdits possessoires).  
Peut mener à la propriété par **usucapion** (prescription acquisitive).

Les choses (res) :  
Distinction fondamentale :

- **Meubles / immeubles**
- **Choses dans le commerce / hors du commerce**
- **Choses corporelles / incorporelles**

**Res mancipi** : fonds italiques, esclaves, animaux → transfert formel.

**Res nec mancipi** : autres biens → transfert simple.

Le Corpus Juris Civilis de Justinien (VI<sup>e</sup> siècle) :

Composition :

- 1. **Codex** : lois impériales.
- 2. **Digeste** : recueil de jurisprudence classique (39 livres).
- 3. **Institutes** : manuel d'enseignement (plan personnes/choses/actions).
- 4. **Novelles** : nouvelles lois postérieures.

Objectifs :

Purger les contradictions.

**Unifier et sauvegarder** l'héritage classique.

Créer un droit impérial cohérent.

Importance historique :

**Base de l'enseignement juridique** en Europe dès le XI<sup>e</sup> siècle.

Structure et notions reprises dans **le Code civil**.

La survie du droit romain après la chute de Rome :  
Haut Moyen Âge :

**Disparition partielle** → mélange avec les coutumes germaniques.

Existence du **Bréviaire d'Alaric** (VIe s.), version simplifiée du droit romain.

Renouveau au XIe siècle :

Redécouverte du **Digeste à Bologne**.

Création d'une véritable **science juridique européenne**.

Le droit romain comme *jus commune* :

Droit commun de l'Europe jusqu'au **XVIIIe siècle**.

Les juristes médiévaux (glossateurs puis commentateurs) **systématisent le droit**.

**La propriété romaine (*dominium*) :**  
**Droit absolu** (usage, fruits, disposition).  
 Propriété civile **réservée aux citoyens** → d'où  
 la création par le préteur de la **propriété**  
**prétoirienne**.

**Personnes (*status*) :**  
Liberté / citoyenneté / situation familiale.  
Trois statuts définissent la capacité :  
- ***Status libertatis*** (libre/esclave)  
- ***Status civitatis*** (citoyen/étranger)  
- ***Status familiae*** (pater familias/fils)  
**Le pater familias**  
Autorité absolue (puissance paternelle : *patria potestas*).  
Pouvoir sur les enfants, l'épouse, les esclaves et les biens.

## Pourquoi étudier le droit romain ?

Le droit romain comme fondement historique du droit français :  
Le Code civil de 1804 est construit sur une **structure quasi-romaine** :  
personnes / choses / obligations.

**70 % des notions = héritées du droit romain** (propriété, contrat, responsabilité).

Le droit romain a servi de **modèle juridique commun à l'Europe continentale** jusqu'au XIXe siècle.

Modèle de rationalité :  
Les Romains sont les premiers à :

- Distinguer des **catégories abstraites** (personnes, choses, actions),
- Élaborer des **règles générales**,
- Systématiser le **raisonnement juridique**.

Importance pour la méthodologie :  
Le raisonnement en qualification, distinction, analogie, interprétation vient des juristes romains.

*La méthode juridique française est profondément romaniste* (ex : **article 1382** → responsabilité).

### Le droit archaïque (753–300 av. J.-C.)

- **Caractéristiques :**
  - Droit **religieux**, rituel, formellement **très rigide**.
  - **Réservé aux patriciens** (élite noble).
  - Les plébéiens n'avaient pas accès au droit → **pouvoir politique déséquilibré**.
  - **La Loi des XII Tables** (vers 450 av. J.-C.)
  - **Première codification romaine**, gravée sur 12 tables affichées au Forum.
- **Objectifs :**
  - Rendre le droit **public**,
  - Limiter l'arbitraire des pontifes,
  - **Unifier** des pratiques diverses.
- **Contenu :**
  - **Droit familial** : puissance du pater familias, mariage, tutelle.
  - **Procédure** : étapes strictes, formalisme extrême.
  - **Propriété et possession** : protections embryonnaires.
  - **Successions** : priorité à la famille agnatique.
  - **Délits** : vols, dommages, injures → souvent réparations tarifées.
- **Justice archaïque :**
  - **Très formaliste** : le moindre mot ou geste invalide l'acte.
  - **Les actions sont limitées** : système d'actions de la loi (*legis actiones*).

# LE DROIT ROMAIN

5. Les constitutions impériales :  
De plus en plus importantes au **III<sup>e</sup> siècle**.  
**Formes** : édits, décrets, mandats, rescrits.

4. Les responsa prudentium (jurisconsultes) :  
Avis, consultations, traités.  
**Énorme influence** → les juristes façonnent le droit.  
Ils posent les **grandes distinctions** et fondent **la méthode juridique**.

### 3. Les édits des magistrats :

L'édit du préteur :

Instrument fondamental du **développement du droit**.

**Contient :**

- Les actions disponibles
- Les protections accordées
- Les conditions de recevabilité

Préteurs urbains vs pérégrins :

**Préteur urbain :** litiges entre citoyens.

**Préteur pérégrin :** litiges impliquant étrangers → favorise un droit plus souple.

### Le droit post-classique (IIIe – VIe siècle)

Caractéristiques :  
**Déclin de la jurisprudence savante**  
 Poids croissant de l'empereur → production massive de **constitutions impériales**.  
 Simplification des règles trop techniques.  
Tendance générale :  
**Centralisation** du droit.  
 Vulgarisation : le droit devient **plus accessible + moins subtil**.

## Les sources du droit romain

1. La loi (lex) :  
 Votée par les **comices**.  
 Portée générale, obligatoire.  
**Exemples** : lois agraires, lois sur le mariage,  
**loi Aquilia** (responsabilité).

2. Les **senatus-consultes** :  
D'abord simples avis, puis **valeur normative**.  
Exemples :  
**SC Velléien** : protection des femmes contre les engagements excessifs.  
**SC Macedonianum** : limite les prêts faits aux fils de famille.

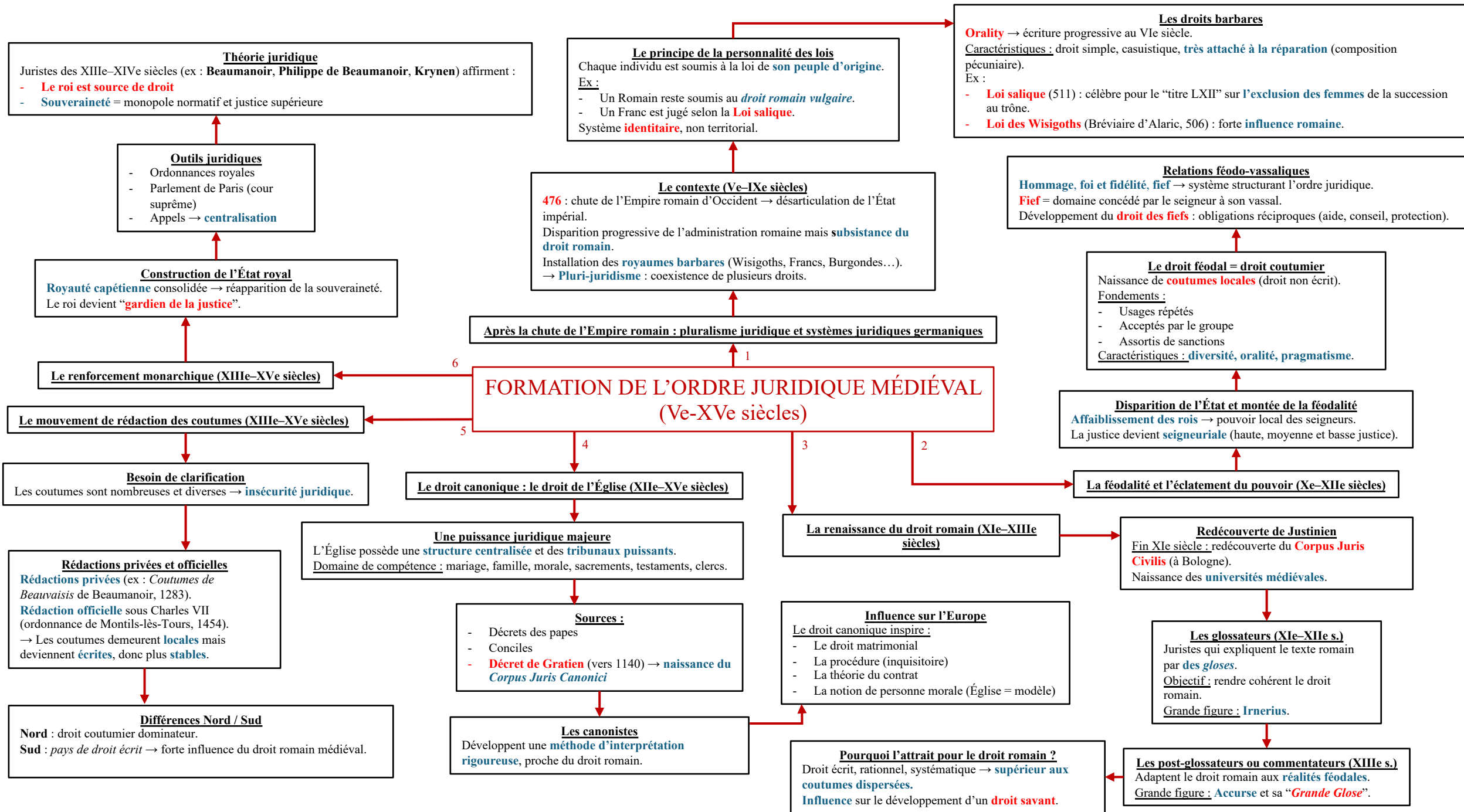
**Le droit classique (Ier siècle av. J.-C. – IIIe siècle ap. J.-C.)**  
Période la plus brillante, véritable “âge d’or” du droit romain.

Caractéristiques :  
Développement d'une **jurisprudence savante** (juristes professionnels).  
Le droit devient **souple**, fondé sur **l'équité + l'adaptation**.

Les grands juristes classiques :  
Ulpien, Paul, Gaius, Papinien, Modestin.  
Leurs écrits constituent **la base du Digeste.**

Progrès majeurs :  
Naissance du **contrat consensuel** → l'accord suffit.  
Distinction de grandes catégories juridiques :  
- Personnes / choses / actions  
- Contrats réels / verbis / littérés / consensuels  
- Possession vs propriété  
Théorie des obligations très développée.  
**Distinction droit public / droit privé.**

**Le rôle essentiel du préteur :**  
Le préteur **publie l'édit du préteur** : programme annuel de recours et solutions.  
Introduction de nouvelles *actions prétorienne*s → adaptation du droit.  
Permet d'assouplir et corriger le droit civil rigide.  
→ Le droit classique = **droit vivant + très adaptable.**





## FORMATION DU DROIT D'ANCIEN RÉGIME (XVIe-XVIIIe siècles)

### Vers la fin de l'Ancien Régime : crise du XVIIIe siècle

#### 1. Affaiblissement du système

**Multiplécité des lois** → confusion.

**Rivalités entre roi et parlements** → paralysie.

Montée de la **critique philosophique** (Lumières).

#### 2. Les Lumières et la rationalisation du droit

**Montesquieu** (1689-1755) → critique de l'absolutisme.

**Rousseau** (1712-1778) → contrat social, **souveraineté populaire**.

**Voltaire** (1694-1778) → justice plus humaine.

#### 3. Vers la Révolution

Besoin d'un droit clair, simple, égal pour tous → **codification**.

**1789 : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen**.

**1804 : Code civil** → synthèse du droit romain, de la coutume et de la doctrine de l'Ancien Régime.

### Contexte général : un royaume en reconstruction (XVIe siècle)

#### 1. Renaissance, centralisation et monarchie conquérante

**Fin du Moyen Âge** : renforcement progressif de la **monarchie française**.

Idéologie de l'**État moderne** : le roi détient la **souveraineté** (*Jean Bodin, Les Six Livres de la République*, 1576).

Affirmation d'un pouvoir royal unifié face aux coutumes locales, aux parlements, et à l'Église.

#### 2. Ruptures majeures du XVIe siècle

**Guerres d'Italie** → influence culturelle et juridique de l'humanisme.

**Réforme protestante** → interventions royales pour maintenir l'unité du royaume.

**Guerres de religion** → nécessité d'un État fort.

### Un droit pluraliste mais hiérarchisé

#### 1. La dualité coutumes / droit écrit

**Nord** : pays de *droit coutumier* (héritage médiéval).

**Sud** : pays de *droit écrit* (influence romaine).

L'Ancien Régime n'est pas un système juridique unifié, mais un **patchwork = mélange de règles juridiques différentes**.

#### 2. Le droit royal

Le roi impose progressivement un droit commun supérieur :

Ordonnances royales

Arrêts de règlement des parlements

Règlements, édits, déclarations

→ Un droit de plus en plus *général, abstrait et écrit*.

#### 3. Le droit de l'Église

**L'Édit de Nantes** (1598) puis sa **révocation en 1685** montrent la **prépondérance du catholicisme**.

L'Église conserve la compétence sur :

- **Mariage**
- **Sacrements**
- **héritage spirituel**
- **morale publique**

### Le rôle déterminant de la monarchie : vers un droit général

#### 1. Les grandes ordonnances de réformation (XVIe siècle)

Sous François Ier et Henri II :

- Volonté de **rationaliser le droit**
- Lutte contre la **corruption judiciaire**
- Uniformisation des procédures

#### 2. L'apogée législative : les grandes ordonnances de Colbert et de Louis XIV (1660–1685)

Colbert (ministre de Louis XIV) :

- **Ordonnance civile** de 1667 (*Code Louis*)
- **Ordonnance criminelle** de 1670
- **Ordonnance sur le commerce** de 1673
- **Ordonnance sur la marine** de 1681

Objectifs :

- Simplifier et unifier le droit
- Efficacité administrative
- Rationalisation de la procédure

Sous Louis XIV :

- Affirmation de la **monarchie absolue**.
- Le roi = "**la source unique de la loi**".
- Les ordonnances ont une portée **nationale** → tendance à l'**unification**.

### La coutume : survivance et rationalisation

#### 1. Les coutumes continuent à s'appliquer

Elles restent le **droit du quotidien** : famille, successions, propriété, obligations.

#### 2. Le mouvement de rédaction et de fixation (1454–1600)

**L'ordonnance de Montils-lès-Tours** (1454) a lancé la **rédaction officielle des coutumes**.

XVIe siècle : fixation quasi définitive.

Ex : **Coutume de Paris (1580)** → extrêmement influente.

#### 3. Influence du droit romain

Même dans les pays coutumiers, les juristes utilisent le **droit romain = modèle de raisonnement**.

### Le conflit avec le roi

Le roi veut :

- Appliquer ses ordonnances partout
- Affirmer qu'il est **la seule source de loi**

Les parlements veulent :

- Contrôler les lois du roi
- Garder leur pouvoir de créer des règles
- Critiquer les textes trop autoritaires

C'est le droit de remontrance :

Les parlements peuvent **refuser d'enregistrer** (donc d'appliquer) une ordonnance du roi + lui envoyer des critiques ("remontrances").

Résultat :

Conflit permanent :

Le roi dit qu'il est le « **seul à faire la loi**. »

Les parlements disent qu'ils ont le **pouvoir normatif**.

Louis XV et Louis XVI finiront par essayer de réduire ce pouvoir car **il bloque l'État**.

### La montée de l'absolutisme juridique (XVIIe siècle)

#### 1. La souveraineté royale

Avec Bodin et les légistes :

Le roi a le **monopole législatif**.

La loi = la **volonté du souverain**.

#### 2. Le cérémonial de l'enregistrement

Les parlements doivent enregistrer les ordonnances pour les rendre applicables.

Conflits incessants entre **pouvoir législatif royal** et **pouvoir judiciaire parlementaire**.

#### 3. Centralisation administrative

**Intendants** → agents du roi dans les provinces.

Contrôle des juridictions locales.

### La doctrine : naissance de la pensée juridique moderne

#### 1. Les grands auteurs

**Charles Dumoulin** → rapprochement coutume / droit romain.

**Antoine Loysel** → maximes juridiques (fameuses *1600 maximes*).

**Jean Domat** (*Les Loix civiles*, 1689) → systématisation du droit français dans un plan rationnel inspiré de la philosophie classique.

**Pothier** (XVIIIe siècle) → ses travaux sur les obligations, contrats, successions inspireront directement le **Code civil de 1804**.

#### 2. Influence du jusnaturalisme

Droit = **expression de la raison humaine**.

Valeurs universelles → préparent le terrain pour **les droits de l'homme et la codification**.

### Le Code civil de 1804 : portée et philosophie

Promulgué le 21 mars 1804

#### 1. Un texte fondateur

**Uniformise le droit** sur tout le territoire.

**Met fin aux coutumes** et au droit romain médiéval.

S'adresse **directement aux citoyens** → langage simple.

Codification organisée en trois livres :

**Des personnes** (famille, mariage, filiation)

**Des biens et de la propriété**

**Des différentes manières dont on acquiert la propriété** (contrats, obligations, successions)

#### 2. Principes essentiels

- **Liberté individuelle**
- **Propriété privée**
- **Liberté contractuelle**
- **Autorité du père dans la famille** (patriarcat hérité du romanisme)
- **Laïcité** du droit civil (séparation du droit et de la religion)

#### 3. Héritage

Utilisé dans de **nombreux pays européens et américains**.

Ex : Royaume-Uni, Allemagne, États-Unis, Belgique, Amérique latine,...

**Influence majeure** jusqu'à aujourd'hui (réformes de 2016, 2022).

### Montesquieu (1689-1755)

**Œuvre principale** = *De l'esprit des lois* (1748)

**Séparation des pouvoirs** = limiter l'abus de pouvoir

Raison et pouvoir = il faut que les pouvoirs puissent se **limiter mutuellement**

**Influence sur la Constitution américaine** et indirectement sur la France postrévolutionnaire

### Le contexte : crise de l'Ancien Régime

#### 1. Un système juridique désordonné

**Pluralité de sources** : coutumes, droit romain, droit royal, droit canonique, arrêts de règlement.

→ système complexe, inégalitaire, peu lisible.

#### 2. Crise sociale, économique et politique

**Inégalités entre les ordres**.

Privilèges fiscaux et judiciaires.

Volonté de **modernisation et d'unification**.

#### 3. Influence des Lumières

Philosophie du **droit naturel** (raison, égalité, liberté).

**Critique de l'absolutisme et des privilèges** (Voltaire, Montesquieu, Rousseau).

Idée de **souveraineté nationale**.

### Rousseau (1712-1778)

**Œuvre principale** = *Du contrat social* (1762).

Concept de **souveraineté nationale** = le peuple est la source ultime de la loi.

La loi doit garantir **la liberté et l'égalité de tous**.

**Influence directe sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** (1789).

### Voltaire (1694-1778)

Critique de la torture, de la peine de mort excessive, de l'arbitraire judiciaire.

Promotion d'un droit fondé sur **la raison et l'humanité**.

Précurseur du droit pénal moderne et de l'humanisation des lois.

### La Révolution : destruction de l'ordre juridique ancien (1789-1792)

#### 1. La fin des privilèges (4 août 1789)

**Abolition des privilèges** nobiliaires, ecclésiastiques et urbains.

**Fin de la justice seigneuriale**.

Début d'une **égalité juridique fondamentale**.

#### 2. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (26 août 1789)

**Texte fondateur du droit moderne** :

- **Liberté** (art. 1, 4)
- **Égalité** (art. 1)
- **Souveraineté nationale** (art. 3)
- **Légalité des délits et des peines** (art. 8)
- **Garantie des droits** (art. 16)

→ Base philosophique du droit public et du droit privé modernes.

#### 3. La fin des juridictions d'Ancien Régime

**Suppression des parlements** (1790).

**Suppression des juridictions d'exception**.

Organisation d'une **justice hiérarchisée** (tribunaux civils, criminels, tribunaux de district).

### La refondation des institutions juridiques (1791-1795)

#### 1. La Constitution de 1791

**Monarchie constitutionnelle**.

**Séparation des pouvoirs** → **Montesquieu dans De l'Esprit des lois** (1748)

Le roi perd le **pouvoir législatif autonome**.

#### 2. Nouvelle organisation administrative

Création des **départements**, districts, communes (1790).

→ **uniformisation territoriale**.

#### 3. Création de l'état civil laïque

Mariage, divorce, naissances, décès → enregistrés par l'État, plus par l'Église.

#### 4. Réformes pénales

Fin de la torture.

Humanisation des peines (influence de Beccaria).

**Code pénal de 1791** : peines légales, abolition du hasard judiciaire.

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LA TRANSFORMATION DU DROIT (1789-1804)

### Le Consulat et la victoire de la codification (1799-1804)

#### 1. Le coup d'État du 18 brumaire (1799)

**Renforcement du pouvoir exécutif** → stabilité politique favorable à la codification.

#### 2. Napoléon Bonaparte et la réforme juridique

Volonté de **pacifier la société** après les excès révolutionnaires.

Volonté de **créer une unité nationale**.

Nomination d'une **commission de quatre juristes** (Portalis, Tronchet, Bigot de Préameneu, Maleville).

#### 3. La méthode de la commission

Synthèse entre :

- Droit romain
- Coutume de Paris
- Doctrine de l'Ancien Régime
- Principes révolutionnaires (égalité, liberté contractuelle)

#### 4. Les cinq grands codes napoléoniens

- **Code civil (1804)**
- **Code de procédure civile (1806)**
- **Code de commerce (1807)**
- **Code d'instruction criminelle (1808)**
- **Code pénal (1810)**

### Les tentatives de codification révolutionnaire

#### 1. Volonté de simplifier l'ensemble du droit

La Révolution veut remplacer le « patchwork » de coutumes par des **lois uniques**.

**Projets de codification dès 1791**.

**Objectifs** : clarté, égalité, accessibilité.

#### 2. Projets avortés avant 1800

Plusieurs projets de code civil présentés mais rejetés :

- **Extrême modernisme**
- **Instabilité politique**
- **Désaccords idéologiques**

#### 3. Importance de la loi

La loi devient la **norme suprême** (art. 6 DDHC).

→ le juge = **soumis à la loi**, ne peut pas faire de règles générales.



## LE DROIT CANONIQUE ET SON ÉVOLUTION JUSQU'AU CODE CIVIL

### Pourquoi le droit canonique est central dans l'histoire du droit ?

Après la chute de l'Empire romain, l'Église est :

- la seule institution organisée,
- la seule à disposer d'un droit écrit stable.

Elle joue un rôle fondamental dans la **transmission du droit romain** et la formation de la pensée juridique européenne.

### Qu'est-ce que le droit canonique ?

Le **droit canonique** est le droit de l'Église chrétienne (puis catholique).

Il régit :

- l'organisation de l'Église,
- la discipline des clercs
- mais aussi **des domaines essentiels de la vie civile** : mariage, filiation, morale, testaments.

→ Pendant des siècles, le droit canonique est **un droit concurrent et complémentaire** du droit civil.

### Les origines du droit canonique (IVe–XIe siècles)

#### 1. Les premières sources

Évangiles

Décisions des conciles (concile de Nicée, 325)

Décrétales des papes (lettres normatives)

#### 2. Un droit d'abord dispersé

Les règles sont nombreuses, **parfois contradictoires**.

**Absence de codification unifiée** jusqu'au XIIe siècle.

#### 3. Un droit universel

Contrairement aux coutumes locales, le droit canonique se veut :

- **universel**,
- applicable à toute la chrétienté occidentale.

### Le tournant majeur : le Décret de Gratien (vers 1140)

#### 1. Le Décret de Gratien

Moine juriste de Bologne.

Rédige le ***Decretum Gratiani***.

#### 2. Objectifs

Rassembler les textes existants.

Résoudre les contradictions par le raisonnement juridique.

Introduire une **méthode rationnelle**, proche du droit romain.

#### 3. Conséquences

Naissance d'un **véritable système juridique canonique**.

Début de l'enseignement universitaire du droit canonique.

Le droit canonique devient un **droit savant**, au même titre que le droit romain.

### Apports majeurs du droit canonique

Notion de **consentement** (fondamentale pour le mariage et les contrats).

Protection des plus faibles (femmes, enfants, pauvres).

Développement de la **procédure inquisitoire** (enquête écrite, preuve rationnelle).

Idée de **personne morale** (Église, monastères).

### Le droit canonique et le droit civil sous l'Ancien Régime

#### 1. Une coexistence complexe

Sous l'Ancien Régime, coexistent :

- Droit canonique
- Droit royal
- Coutumes
- Droit romain

→ **Système juridique pluraliste**.

#### 2. Les conflits de compétence

Mariage : compétence quasi exclusive de l'Église.

Successions et biens : conflits fréquents avec les juridictions royales.

Clercs jugés par les tribunaux ecclésiastiques (*privilege de for*).

#### 3. Le gallicanisme

Doctrines française affirmant **l'autonomie du roi face au pape**.

Limitation progressive de l'influence canonique par l'État royal.

### Le droit canonique classique (XIIe–XVe siècles)

#### 1. Le Corpus Juris Canonici

Ensemble de textes qui structurent **le droit de l'Église**

- **Décret de Gratien**
- **Décrétales de Grégoire IX**
- **Décrétales de Boniface VIII**
- **Clémentines**

#### 2. Domaines de compétence

Le droit canonique s'impose notamment sur :

- Le **mariage** (sacrement indissoluble)
- La filiation légitime
- La morale
- Les testaments
- La procédure judiciaire
- Le statut des clercs

→ Les juridictions ecclésiastiques sont très actives.

### Le Code civil de 1804 : héritage et rupture

#### 1. Une rupture nette

Le Code civil est :

- **Laïc**
- Étatique
- Indépendant de toute autorité religieuse.

Le droit canonique **cesse d'être une source officielle du droit français**.

#### 2. Mais un héritage indirect

Le Code civil conserve des influences canoniques :

- Importance du **consentement**
- Conception morale du mariage
- Protection de la famille
- Notion de bonne foi.

### La Révolution française : rupture avec le droit canonique

#### 1. Laïcisation du droit

Suppression des juridictions ecclésiastiques.

**Fin du privilège de for**.

Nationalisation des biens de l'Église.

#### 2. Réformes majeures

Mariage devient **un acte civil** (1792).

Divorce autorisé.

État civil confié aux **communes**.

#### 3. Déclin brutal du droit canonique

Le droit religieux est exclu de la sphère juridique étatique.

### Le déclin progressif du droit canonique (XVIe–XVIIIe siècles)

#### 1. La montée de l'État moderne

Centralisation monarchique.

Le roi affirme sa souveraineté juridique.

#### 2. Les ordonnances royales

**Ordonnance de Villers-Cotterêts** (1539) :

- Langue française dans les actes,
- Renforcement de la justice royale.

→ **Réduction progressive des compétences ecclésiastiques**.

#### 3. Les Lumières

Critique du pouvoir religieux sur le droit.

Volonté de laïciser la société et le droit.

Remise en cause du mariage religieux et de l'indissolubilité.